

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité

BCLUE

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT

Tél : 04.68.51.68.66

Perpignan, le 28 avril 2020

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° PREF-DCL-BCLUE-2020119-0001 du 28 avril 2020

Mettant en demeure la société IMERYS de respecter les prescriptions applicables à son installation située à TARERACH(66320)

Le Préfet des Pyrénées-Orientales
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°1062/1997 du 11 avril 1997 autorisant la Société des Feldspaths du Midi (SFM), à exploiter une carrière de feldspath sur le territoire de la commune de TARERACH ;

VU la demande de changement de dénomination sociale, au bénéfice de la société Denain Anzin Minéraux (DAM), adressée au Préfet par lettre en date du 26/06/1998, par la Société des Feldspaths du Midi (SFM) ;

VU l'arrêté préfectoral n°561 du 26/02/2004 portant modification d'une autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de TARERACH exploitée par la société DENAIN ANZIN MINÉRAUX ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2794/08 du 09/07/2008 de changement d'exploitant de la carrière au profit de la société IMERYS CERAMICS France ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement qui fait suite à la visite d'inspection du 29/01/2020 transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 février 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations ;

VU le projet d'arrêté transmis au pétitionnaire le 6 mars 2020 ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur ce projet ;

CONSIDÉRANT qu'au cours d'une visite réalisée le 29/01/2020, l'inspection des installations classées a relevé des non-conformités par rapport aux prescriptions applicables, qui sont détaillées dans la fiche de constats de faits de non-conformité annexée au présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement stipule que « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement il convient de mettre en demeure la société IMERYS de respecter les prescriptions applicables pour l'exploitation de sa carrière située sur la commune de TARERACH ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales ;

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société IMERYS dont le siège social est situé « SITE DE FELDSPATHS DU SUD- BP26 » - 66220 ST-PAUL-DE-FENOUILLET, pour son installation située Valat de la Gracia sur la commune de TARERACH, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions applicables et notamment de corriger les 4 non-conformités (NC) relevées dans la fiche de constat annexée au présent arrêté, **sous un délai de 6 mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITÉ

La société IMERYS doit fournir dans **le délai de 6 mois** un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives aux 4 NC. Ce document comprendra notamment la fiche de constat annexée au présent arrêté dûment renseignée (colonne réservée à la réponse de l'exploitant) et les différents justificatifs nécessaires (plans, photos...).

ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre la société IMERYS des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5- EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de TARERACH, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet, et par délégation,
Le secrétaire général,

A blue ink signature, appearing to be 'K. MAZOYER', is written over the text 'Le secrétaire général,'.

Kévin MAZOYER

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

RECOURS CONTENTIEUX

Article L181-17 du Code de l'environnement

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Article R181-50 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet "www.telerecours.fr".

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE

Article R181-51 du Code de l'environnement

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

RÉCLAMATION

Article R181-52 du Code de l'environnement

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Annexe 1 : fiche récapitulative des faits Non-Conformes

Cette fiche peut être adressée sous format texte : demande à formuler à l'adresse : maryline.van-praet@developpement-durable.gouv.fr

Date de l'inspection : 29/01/2020		Exploitant : IMERYS
N°	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
Thème 2 : Récolement par rapport aux écarts de la VI du 30/07/2013		
NC1	<p><u>Référentiel</u> : Écart n°10 de la VI du 30/07/2013 IMERYS doit adresser le plan de phasage mis à jour et vérifier l'évolution par rapport aux données du dossier de demande d'autorisation de 2008.</p> <p><u>Constat</u> : IMERYS n'a pas adressé à l'inspection le plan de phasage demandé lors de la précédente inspection.</p> <p><u>Écart à corriger</u> : IMERYS doit adresser à l'inspection le plan de phasage demandé lors de la VI de 2013.</p>	
NC2	<p><u>Référentiel</u> : Écart n°11 de la VI du 30/07/2013 IMERYS doit remettre en état la clôture de la carrière sur le périmètre longeant la route menant à Marcevol.</p> <p><u>Constat</u> : lors de l'inspection, il a pu être constaté que la clôture longeant la route menant à MARCEVOL est toujours en mauvais état, l'exploitant n'a pas corrigé cet écart.</p> <p><u>Écart à corriger</u> : L'exploitant doit remettre en état la clôture de la carrière. IMERYS doit justifier du respect des prescriptions de l'article 13 de l'AM du 22/09/1994.</p>	
Thème 3 : remise en état, phasage d'exploitation et respect du périmètre autorisé		
NC3	<p><u>Référentiel</u> : Article 2.1.3 de l'AP du 11/04/1997. Il sera procédé, dès notification du présent arrêté, à la pose de bornes de nivellement par les soins du pétitionnaire du périmètre autorisé et des phases d'exploitation prévues dans l'étude d'impact.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site</p> <p><u>Constat</u> : Lors de la visite, il n'a pas pu être constaté la présence des bornes de nivellement.</p> <p><u>Écart à corriger</u> : L'exploitant doit justifier que les bornes de nivellement sont toujours en place, à défaut l'exploitant doit procéder à la pose de nouvelles bornes.</p>	
NC4	<p><u>Référentiel</u> : Article 2.1.4 de l'AP du 11/04/1997. Les conditions de circulation et de traversée des engins et véhicules de l'exploitation sur la voirie départementale sont subordonnées à un accord de l'autorité chargée de cette voirie.</p> <p><u>Constat</u> : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'accord suscité.</p> <p>L'exploitant a déclaré être en discussion régulièrement avec la mairie à propos de la présence éventuelle de sable ou de cailloux sur la chaussée.</p> <p><u>Écart à corriger</u> : Imerys doit justifier à l'inspection que l'accord prescrit</p>	

Date de l'inspection : 29/01/2020		Exploitant : IMERYS
N°	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
	dans l'article 2.1.4 est effectif.	<p>Identification du représentant mandaté par l'exploitant, qui reconnaît avoir donné les suites exposées ci-dessus aux non-conformités et aux observations relevées lors de l'inspection de la DREAL</p> <p>Nom : Prénom :</p> <p>Fonction :</p> <p>Date :</p> <p>Signature :</p>

C : faits « conformes » / NC : faits « non conformes » / SNC : faits « susceptibles d'être non conformes » / PI : prescriptions inadaptées / OBS : observations